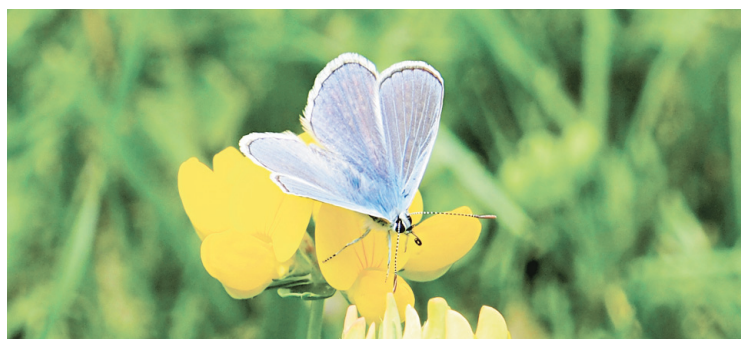




1987, l'âge de l'insolence
vu par **Ricardo Trogi** Page E 1



Aménager un **jardin** pour
nourrir les papillons Page D 6



Vents de mer et d'histoire sur
l'air de **Vive la rose** Page A 7

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 172

LE DEVOIR, LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 AOÛT 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

La trêve de Gaza vole en éclats

Bain de sang à Rafah

LAURENT LOZANO
SAKHER ABOU EL OUN
à Gaza

La guerre dans la bande de Gaza, où les hostilités étaient censées s'arrêter à la faveur d'une trêve, est repartie de plus belle depuis vendredi avec un nouveau bain de sang pour les Palestiniens à Rafah, où un soldat israélien a probablement été capturé.

Au moins 107 Palestiniens ont été tués et plus de 350 blessés depuis vendredi à Rafah lors des opérations militaires israéliennes qui ont suivi la disparition dans le secteur de cette localité du sud de la bande de Gaza d'un sous-lieutenant israélien probablement fait prisonnier, selon les secours locaux.

Dans la nuit de vendredi à samedi, au moins 35 Palestiniens ont été tués à Rafah lors de trois raids de l'aviation israélienne. Quinze des victimes, dont cinq enfants âgés de 3 à 12 ans, faisaient partie de la même famille dont la maison a été détruite, a précisé le chef des services de secours, Ashraf al-Qodra.

Auparavant, cinq corps de Palestiniens ont été découverts vendredi dans la soirée sous les débris de bâtiments à Rafah, tandis que deux autres

VOIR PAGE A 8 : TRÊVE

Lire aussi ▶ **Perspectives.**
Le triple non des Gazaouis.
L'armée de l'État hébreu
et la loi. Page B 2

Libre opinion. Au cœur de l'été,
la guerre... 1914-2014.
Page B 4



AGENCE FRANCE-PRESSE

Carte postale colorisée montrant un fantassin français prêt à monter à l'assaut en pantalon rouge garance, du nom de cette plante qui produit un rouge visible à des mètres à la ronde, au début de la Première Guerre mondiale en 1914.

LA MÉMOIRE DE
LA GRANDE GUERRE

Là où tout a commencé

La France se souvient de la première « guerre totale ». Un conflit qui annonce le siècle le plus meurtrier de l'Histoire.

Éclatait-il y a cent ans ces jours-ci la Première Guerre mondiale, un conflit qui allait faire sur quatre ans 20 millions de victimes. Qu'en reste-t-il aujourd'hui en France, en Allemagne, au Québec? Premier d'une série de quatre textes.

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant
à Paris

Lors des premiers combats d'août 1914 autour du village de Mangiennes à la frontière belge, les fantassins français montèrent à l'assaut en pantalon rouge garance, du nom de cette plante qui produit un rouge visible à des mètres à la ronde. Exactement comme en 1870! De plus, les officiers qui mènent leurs hommes à la mitraille ne se couchent pas face à l'ennemi. Ce qui provoquera une véritable hécatombe dans le commandement français.

« Les soldats français n'ont pas encore compris que la guerre a radicalement changé de nature, dit l'historien Michel Laval. Ils mènent une guerre napoléonienne classique avec des offensives à découvert. » Un peu comme s'ils étaient sur les plaines d'Abraham.

L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie le 1^{er} août, à la France le 3. « Honneur », « devoir », « sacrifice », « patrie », tels sont les mots qui résonnent à l'esprit des milliers de conscrits français qui accourent de toute la France vers la frontière allemande. « C'est presque inimaginable aujourd'hui, mais on ne va pas à la guerre à reculons, explique l'auteur de *Tué à l'ennemi*.



14-18
CENT ANS
APRÈS

VOIR PAGE A 8 : MÉMOIRE

AUJOURD'HUI



Livres ▶ La série estivale **Poste scriptum.**
El clavadista.
Page E 1

Actualités ▶ Ebola.
Les pays prennent de nouvelles précautions. Page A 3

Annonces... C7 Éditorial... B4
Avis légaux... C6 Motscroisés B6
Carrières... C4 Sports... C7
Décès... C7 Sudoku... D4



Voyage au cœur de la citoyenneté active

Imaginer et vivre nos espaces collectifs autrement, voilà le défi que se lancent des centaines de Québécois chaque jour. En marge des structures établies, ces « supercitoyens » bousculent leur milieu respectif pour tenter de changer le monde tous ensemble.

FLORENCE SARA
G. FERRARIS

Au bout de la rue Saint-Joseph à Québec, des bancs de bois usés semblent un peu perdus au milieu de l'espace bétonné, comme s'ils avaient été oubliés. Un peu en retrait, à l'ombre de l'église adjacente aujourd'hui occupée par une coopérative, un jeune homme observe les passants curieux s'arrêter. Là, un père et sa fille s'assoient pour déguster une glace. A quelques jets de pierre, un groupe d'amis rigolent, à califourchon sur un des sièges rustiques. Plus tard, une petite foule s'attroupe autour d'un *jam* improvisé. Sourire aux lèvres, l'observateur range son carnet de notes et reprend sa route.

Premier essai du Collectif

VOIR PAGE A 8 : INITIATIVES



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le Village éphémère au pied du pont Jacques-Cartier

Dossier ▶ Des citoyens de partout au Québec repensent leur espace de vie chaque jour. Une jurisprudence créative, des trottoirs garde-manger, la cogestion pour mieux rêver, rebâtir les ponts et des élus dans la marge. Pages A 4 et A 5

★★★★★
TIME OUT NEW YORK

★★★★★ LE MONDE ★★★★★ PARIS MATCH

« C'EST UN FILM RÉVOLUTIONNAIRE, UNE EXPÉRIENCE UNIQUE TANT POUR LES ACTEURS QUE POUR LES CINÉPHILES! »
TANYA LAPOINTE, LE TÉLÉJOURNAL

★★★★★
« BOYHOOD EST LE MEILLEUR FILM QUE J'AI VU CETTE ANNÉE. »
MARC CASSIVI, LA PRESSE

JEUNESSE
vo.s.t.f. de
Boyhood
Écrit et réalisé par
RICHARD LINKLATER

PRÉSENTÉ À L'AFFICHE metropolefilms.com

ACTUALITÉS

Revenu Québec réclame 3,3 millions à deux sociétés de la construction

LISA-MARIE GERVAIS

Revenu Québec a déposé 360 nouveaux chefs d'accusation contre deux sociétés du domaine de la construction et leurs administrateurs, à qui il réclame plus de 3,3 millions de dollars. Après des accusations déposées en janvier et en mai dernier, c'est la troisième vague de poursuites intentées en 2014 par le gouvernement concernant de la fraude fiscale.

Ces accusations viennent d'être portées dans le cadre du projet Garrot, mis sur pied par le Service des enquêtes sur la criminalité financière de la Sûreté du Québec. La date de comparution des nouveaux accusés est fixée au 11 septembre.

« C'est concernant de la fraude fiscale dans le domaine de la construction. On les accuse d'avoir réclamé des crédits de taxes et des remboursements qui n'étaient pas dus », a expliqué Geneviève Laurier, porte-parole à Revenu Québec. Trois hommes administrant deux sociétés sont ainsi accusés d'avoir produit de fausses déclarations.

L'organisme a ainsi déposé 24 chefs d'accusation contre Pierre Guay et Denis Chabot, ainsi que contre la société 9171-3917 Québec inc. Dans ce cas, des amendes minimales de plus de 490 000 \$ par accusé sont réclamées.

De plus, 96 chefs d'accusation ont été portés contre Pierre Guay et Yves Chabot ainsi que contre la société 9096-9890 Québec inc., pour

lesquels on réclame des amendes minimales de près de 620 000 \$ par accusé.

Une vaste enquête

L'enquête du projet Garrot avait débuté en 2010 après que le ministère du Revenu du Québec (MRQ) eut appris qu'une organisation criminelle dirigée par Normand Dubois exploitait un vaste réseau de compagnies « coquilles » offrant de fausses factures à des sociétés œuvrant principalement dans le domaine du coffrage. Cette société œuvrant dans le domaine de la construction pouvait ainsi obtenir de l'argent comptant pour payer ses employés au noir et diminuer ses revenus imposables, et la compagnie dite « coquille », derrière laquelle se cache une organisation criminelle, obtenait un montant composé des taxes non remises au gouvernement et une commission. Un procédé « gagnant-gagnant ». Le vaste réseau avait été démantelé en novembre 2011 et des accusations ont été portées par la suite.

Ainsi, en janvier dernier, un total de 332 chefs d'accusation contre deux sociétés et six administrateurs ont été déposés et 1,4 million de dollars d'amende ont été réclamés. En mai, 48 accusations ont été portées contre une société et ses deux administrateurs, à qui on a réclamé un demi-million.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Le PLC rallie moins de donateurs qu'auparavant

Ottawa — Alors que le Parti libéral du Canada (PLC) semble avoir perdu un peu de son pouvoir d'attraction auprès des donateurs, le Nouveau Parti démocratique (NPD) a gagné du terrain.

Des données venant d'être dévoilées sur les efforts de collecte de fonds des partis fédéraux, qui ont été qualifiés d'« effrayants » par une haute responsable du financement du PLC, montrent que cette formation a engrangé plus de 2,8 millions durant le deuxième trimestre de la présente année.

De prime abord, le résultat peut sembler honorable. Cependant, à la même période en 2013, les libéraux avaient récolté quelque 100 000 \$ de plus. En outre, le PLC a vu son nombre de donateurs diminuer, passant d'environ 38 000 durant la période englobant les mois d'avril, de mai et de juin 2013 à un peu plus de 32 000 pendant les trois mêmes mois cette année.

Les contributions offertes au Parti conservateur du Canada (PCC) ont également

fondé, mais davantage de personnes ont choisi de lui offrir leur soutien financier. Quelque 36 000 donateurs ont remis 4,7 millions au PCC lors du deuxième trimestre de 2014. À la même période un an plus tôt, les conservateurs avaient plutôt obtenu une somme globale de 4,86 millions versée par 30 437 sympathisants.

D'avril à juin 2014, le NPD a eu droit à près d'un million et demi de dollars provenant de 21 013 donateurs. Ce sont des avancées considérables pour l'opposition officielle à Ottawa, qui avait reçu 1,37 million d'un peu moins de 19 000 personnes durant ces trois mêmes mois en 2013.

Dans un courriel envoyé à des partisans plus tôt cette semaine, Christina Topp, directrice principale des campagnes de financement au PLC, a soutenu que les statistiques étaient troublantes. Elle a écrit que « les données relatives à la collecte de fonds venant d'être dévoilées étaient effrayantes ».

La Presse canadienne

Entente pour les croupiers des casinos

L'entente de principe intervenue samedi dernier entre les syndicats et Loto-Québec a été entérinée à 85% pour les croupiers du Casino du Lac-Leamy, et à 63% pour les croupiers du Casino de Montréal. La nouvelle convention collective prévoit une augmentation de salaire et des primes de

2% par année pour la durée du nouveau contrat, et ce, rétroactivement au 1^{er} avril 2013. La convention collective est signée pour sept ans. Les 750 croupiers du Casino de Montréal et leurs 350 confrères de Lac-Leamy avaient voté pour des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève. Les horaires de travail des employés occasionnels étaient aussi au cœur du litige.

La Presse canadienne



SMITH VIGEANT ARCHITECTES INC.

Les architectes Vincent Léger et Daniel Smith font partie d'un groupe d'architectes, d'ingénieurs et de férus de développement urbain qui planchent depuis le printemps sur un projet de plateforme flottante dans le Vieux-Port de Montréal.

Flotter sur la conjoncture « parfaite » pour revitaliser le Vieux-Port

PHILIPPE ORFALI

Richard Bergeron n'est pas le seul à rêver d'une piscine dans le Vieux-Port: des architectes montréalais tentent déjà depuis quelques mois de convaincre le gouvernement fédéral de donner son feu vert à un tel projet, à temps pour le 150^e anniversaire du pays, a appris *Le Devoir*.

Le Canada aura 150 ans en 2017, alors que Montréal soufflera de son côté ses 375 bougies. Une conjoncture « parfaite » pour revitaliser un pan du Vieux-Port et célébrer ce qui fut pendant plus d'un siècle l'un des principaux théâtres de l'activité industrielle et commerciale du pays.

Les architectes Vincent Léger et Daniel Smith font partie d'un groupe d'architectes, d'ingénieurs et de férus de développement urbain qui planchent depuis le printemps sur un projet de plateforme flottante comprenant de véritables piscines dans lesquelles pourraient se baigner résidents de l'arrondissement de Ville-Marie, travailleurs du centre-ville et touristes de passage dans la métropole.

L'ébauche initiale prévoyait également l'installation d'aires de camping « clef en main » et la rénovation complète de la tour des Convoyeurs, face à

laquelle serait située la plateforme flottante.

Construite au milieu des années 1950, la tour des Convoyeurs servait autrefois au déchargement des grains des bateaux vers les silos. À l'époque, deux tours marines trônaient sur le quai. Il s'agit du dernier édifice du genre sur le territoire du Vieux-Port, et plusieurs de ses composantes d'origine, telles que les jantes marines, les godets, les trémies et les tuyaux d'aspiration, sont encore en place, bien qu'inutilisées depuis des décennies.

MM. Léger et Smith aimeraient en faire une tour d'observation, offrant une vue du fleuve Saint-Laurent, du Vieux-Port, du centre-ville et de l'ensemble du Vieux-Port. Boréal Eco-Design LAB a présenté il y a un mois sa vision à la Société immobilière du Canada (SIC), l'entreprise d'État qui gère, au nom du gouvernement fédéral, les 117 acres du Vieux-Port.

Une quinzaine de jours plus tard, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, proposait quant à lui de construire un « bain portuaire », sorte de passoire géante dans laquelle les baigneurs pourraient nager, en toute sécurité, dans les eaux du fleuve Saint-Laurent.

Alors que le projet de Richard

Bergeron est calqué sur ce qui se fait à Copenhague, le projet du collectif montréalais s'inspire directement du projet +POOL à Brooklyn. Dans l'East River, cette piscine cruciforme, qui doit être inaugurée en 2016, offrira une pataugeoire, des aires de baignade et une piscine olympique, dans une eau propre.

À l'instar de la piscine new-yorkaise, celle conçue par Boréal prévoit le filtrage de l'eau du fleuve avant son arrivée dans une piscine.

Si certains secteurs du Vieux-Port sont effectivement propices à la baignade, le filtrage de l'eau faciliterait la nage pendant une plus longue période, selon les concepteurs.

« On habite sur une île. Pour tant, c'est facile de l'oublier », note Daniel Smith. « On veut alimenter une réflexion, tout comme M. Bergeron, sur ce que l'on peut faire avec le Vieux-Port avec ce projet-là. »

Évaluée à près de 5 millions de dollars, la vision de Boréal pourrait être réalisée sur une période de 24 mois, en deux phases, c'est-à-dire la conception et la construction des structures flottantes, puis la réfection de la tour des Convoyeurs.

Richard Bergeron accueille avec enthousiasme le projet de Boréal Eco-Design LAB même si celui-ci dépasse lar-

gement l'envergure visée par sa formation politique.

« C'est nettement au-delà de ce que nous nous imaginions. Nous, plus humblement, on souhaite donner accès à l'eau aux Montréalais. C'est quelque chose qui pourrait se faire dès l'an prochain, avec notre approche », dit-il.

M. Bergeron a déposé vendredi une motion visant à débattre au conseil municipal de l'installation d'un bain portuaire. Le chef de l'opposition officielle se dit certain de pouvoir persuader ses collègues de l'hôtel de ville.

Encore devra-t-il convaincre la Société immobilière du Canada. Projet Montréal n'avait pas communiqué avec les propriétaires des lieux avant de proposer la construction de ce bain portuaire.

« Surprise » par la proposition de M. Bergeron, la Société veut bien néanmoins connaître les détails du dossier. « On est intéressés à toute offre pour améliorer le divertissement et l'offre d'activités au Vieux-Port », a indiqué un porte-parole.

Celui-ci a confirmé qu'une rencontre avait été tenue avec Boréal, comme c'est de temps à autre le cas avec d'autres groupes.

Le Devoir

Le procès de Lise Thibault reporté

L'ancienne lieutenant-gouverneure n'a pu poursuivre son témoignage vendredi à cause d'une crise d'épilepsie

PATRICE BERGERON à Québec

Autre rebondissement dans le procès pour fraude et abus de confiance de l'ancienne lieutenant-gouverneure du Québec, Lise Thibault. Elle n'a pu poursuivre son témoignage vendredi à cause d'une crise d'épilepsie survenue durant la nuit.

C'est ce que son avocat, Marc Labelle, a révélé à la cour vendredi matin, en demandant le report de la dernière journée de témoignage prévue. Cet ennui de santé fait suite à une journée éprouvante de contre-interrogatoire par la Couronne, qui a réussi à déstabiliser l'accusée.

M^{me} Labelle a expliqué au juge Carol St-Cyr qu'il avait été prévenu au petit matin par la personne qui assiste M^{me} Thibault, le colonel Réal Cloutier, un ancien aide de camp de l'accusée, qu'elle avait eu une crise durant la nuit.

Elle a eu un « épisode de confusion » en matinée, a poursuivi l'avocat, et « cela s'est dégradé ». Son médecin lui a parlé et a « conseillé fortement » de ne pas la faire témoigner, a indiqué M^{me} Labelle. Des médicaments ont été administrés à M^{me} Thibault, qui dormait au moment où la cour a commencé son audience, à 9h30.

« Mon devoir est de demander de continuer cette affaire à un autre moment », a plaidé l'avocat. Le juge a consenti en rappelant qu'il devait s'assurer que l'accusée est apte à subir son procès. Il a reporté au 2 septembre la prochaine audience, pour que les parties puissent convenir des dates de la dernière journée de contre-interrogatoire prévue et des plaidoiries.

En point de presse après l'audience, M^{me} Labelle a déclaré que la crise subie par M^{me} Thibault était à mettre sur le compte de la fatigue, tout simplement, et non sur le dur contre-interrogatoire qu'elle a subi la veille.

« C'est seulement la fatigue et

le stress, a-t-il dit. On a tous notre semaine dans le corps. Quand, en plus, on passe la semaine à être interrogée, ce sont de longues journées pour une personne ordinaire en forme, alors à 75 ans, après quelques AVC, je dis que pour elle c'est encore plus dur. Je ne dis pas ça pour dire qu'elle fait pitié. »

Quant aux mauvaises langues qui, dans l'opinion publique, pourraient croire que l'accusée cherche à gagner du temps pour mieux se préparer, M^{me} Labelle a eu cette réponse lapidaire: de tels propos insulteraient l'avocat. « Quelqu'un qui pense qu'elle ne se présente pas parce que le contre-interrogatoire l'a ébranlée ne connaît rien à un procès criminel. »

M^{me} Labelle avait déjà avisé la cour de l'état de santé fragile de sa cliente et d'un examen par imagerie médicale, un « scan », qu'elle doit subir le 5 août.

Jeudi, le procureur de la Couronne, Marcel Guimond, a entrepris un contre-interrogatoire serré qui a déstabilisé l'accusée.

La preuve de la poursuite tendait à démontrer que M^{me} Thibault avait commencé à prendre ses repas hors des limites de la ville de Québec, après les fusions municipales, pour ensuite pouvoir ainsi se faire rembourser par le ministère du Patrimoine canadien, qui assumait les dépenses hors capitale.

Accablée par les questions du procureur, M^{me} Thibault a finalement craqué: elle a avoué avoir bel et bien commencé à fréquenter les restaurants hors de la ville de Québec pour pouvoir ainsi facturer ses dépenses au fédéral et garder pour elle les 4800 \$ par mois d'allocations provenant du Québec.

Selon les vérificateurs généraux du Québec et du Canada, au cours de ses 10 ans en poste, Lise Thibault a dépensé environ 700 000 \$ de façon injustifiée pour des voyages, des fêtes, des repas, des leçons de golf et de ski, ainsi que des cadeaux.

La Presse canadienne

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

50% DE RABAIS

SUR MESURE
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES

SANS FRAIS : 1 855 770-8677

TOILE À ROULEAUX • PAINNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE

ESTIMATION GRATUITE

MONTREAL	514-231-8677
QUEBEC	418-654-8677
TROIS-RIV.	819-696-8677
LAVAL	450-627-3716
LONGUEUIL	450-445-9829

Certifié 5 Étoiles®

Claude Bouchard

Drummondville, Sainte-Hyacinthe, Saint-Hilaire, Beloeil, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog

ACTUALITÉS

VIRUS EBOLA

Les pays prennent de nouvelles précautions

La Guinée, la Sierra Leone et le Liberia, en proie au virus Ebola, ont décidé vendredi d'imposer un cordon sanitaire autour de l'épicentre de l'épidémie, une zone située à leur frontière commune, lors d'un sommet régional à Conakry.

La directrice de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Margaret Chan, participant à la réunion, a pour sa part appelé à une mobilisation internationale contre Ebola, qui « avance plus vite » que les efforts pour l'endiguer, sous peine de « conséquences catastrophiques », dont l'augmentation des risques de contamination hors de la région.

Signe de l'inquiétude d'une propagation mondiale, le président américain, Barack Obama, a annoncé que certains invités au sommet États-Unis-Afrique de Washington la semaine prochaine seraient soumis à des examens. Et la compagnie aérienne Emirates a suspendu à partir de samedi ses vols vers Conakry, invoquant « la sécurité des passagers et des équipages ».

Les présidents guinéen, Alpha Condé, sierra-léonais, Ernest Bai Koroma, et libérien, Ellen Johnson Sirleaf, ont décidé de « se concentrer sur les régions frontalières qui comptent pour plus de 70% de l'épidémie » qui a fait plus de 700 morts depuis le début de l'année, a annoncé Hadja Saran Daraba, secrétaire exécutive de l'Union du fleuve Mano, regroupant ces trois pays et la Côte d'Ivoire.

« Ces zones seront isolées par la police et l'armée. La population

des zones isolées se verra fournir un soutien matériel », a précisé M^{me} Daraba au terme de ce sommet, en présence de la ministre ivoirienne de la Santé, Raymonde Goudou Coffie.

« Les services de santé dans ces zones seront renforcés pour que le traitement, le dépistage et le traçage des contacts puissent être réalisés efficacement », a-t-elle indiqué.

La réunion à Conakry visait à lancer un plan de 100 millions de dollars pour déployer des centaines de travailleurs humanitaires supplémentaires afin de renforcer les quelques centaines déjà sur le terrain, et améliorer la prévention et la détection de cette fièvre hémorragique.

Une réunion d'urgence se tiendra le 6 août pour « évaluer les implications internationales de l'épidémie ». « Les pays touchés ont fait des efforts extraordinaires et pris des mesures extraordinaires. Mais les besoins créés par Ebola en Afrique de l'Ouest dépassent vos capacités », a dit M^{me} Chan.

Les pays émettent leurs restrictions

« Je tiens toutefois à rassurer les Canadiens : le risque pour le Canada est très faible », a déclaré le D^r Gregory Taylor, administrateur en chef adjoint de la Santé publique du Canada, dans une déclaration sur l'écllosion d'Ebola en Afrique publiée par l'Agence de la santé publique du Canada. Le pays a néanmoins recommandé aux voyageurs canadiens d'éviter autant que possible les zones affectées par l'épidémie du virus Ebola.



CELLOU BINANI AGENCE FRANCE-PRESSE

Un sommet à Conakry, en Guinée, s'est tenu vendredi pour lancer un plan augmentant le nombre de travailleurs humanitaires déployés sur le terrain et augmentant les mesures de prévention.

L'Italie, les États-Unis et plusieurs pays ont déconseillé vendredi à leurs ressortissants tout voyage « non nécessaire » en Sierra Leone et leur ont recommandé d'éviter la Guinée et le Liberia.

Le Liban, dont plus de 20 000 citoyens vivent dans les trois pays touchés, a annoncé vendredi avoir pris des mesures de dépistage auprès des compagnies aériennes et de ses ambassades sur place, ainsi que la

délivrance de permis de travail aux ressortissants sierra-léonais, guinéens et libériens.

Deux Américains rapatriés

La diplomatie américaine a annoncé vendredi qu'elle rapatriait d'Afrique de l'Ouest deux Américains infectés par le virus Ebola, qui seront placés en quarantaine une fois de retour aux États-Unis.

« La sécurité et la sûreté des

citoyens américains sont une préoccupation primordiale », a assuré le département d'État dans un communiqué, faisant état du rapatriement de ses deux ressortissants avec l'aide des centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC).

Aux Jeux du Commonwealth

Un cycliste sierra-léonais participant aux Jeux du Common-

Principales dates de l'épidémie d'Ebola

22 mars : L'épidémie de fièvre hémorragique qui sévit dans le sud de la Guinée est due au virus Ebola et a fait au moins 59 morts.

31 mars : Deux cas de fièvre Ebola confirmés au Liberia (OMS).

26 mai : La Sierra Leone annonce son premier cas confirmé.

21 juin : Un « relâchement » de la vigilance a provoqué une « deuxième vague » d'épidémie (OMS).

25 juillet : Le Nigeria annonce le premier cas d'Ebola sur son sol. Le lendemain, les autorités placent tous les ports et aéroports en alerte.

30 juillet : Le Liberia, qui a déjà clos une partie de ses frontières, ferme ses écoles.

31 juillet : La Sierra Leone décrète l'état d'urgence pour 60 à 90 jours.

Agence France-Presse

wealth, à Glasgow, a été mis en quarantaine et a subi des examens médicaux, mais les tests se sont révélés négatifs et il a pu prendre le départ jeudi.

Un autre cycliste sierra-léonais, Mohamed Tholley, ne s'est pas présenté jeudi au départ d'une course à laquelle il devait participer, a révélé le *Telegraph*. Tholley, compagnon de chambre de Sesay, aurait disparu par crainte d'être contaminé.

Avec Associated Press
Agence France-Presse

SOCIÉTÉ DE SAUVETAGE
Tu l'apportes, porte-la donc.

« Je suis passé à ça de la mort »

LA CITOYENNETÉ ACTIVE

Chacun de leur côté ou tous ensemble, des citoyens de partout au Québec repensent leur espace de vie pour le remanier à une échelle humaine. Sans compter leur temps, en y mettant toute leur énergie, ces « super-citoyens » proposent des solutions de remplacement aux structures établies. Parfois en bousculant les conventions, souvent sans demander la permission à qui que ce soit, ils envahissent les lieux communs pour en révéler le potentiel. *Le Devoir* en a rencontré quelques-uns pour comprendre ce qui se cache derrière ces bancs et ces plants éparpillés aux quatre coins de nos villes et villages. Portrait de ces nouveaux rêveurs.



De l'esplanade bétonnée du Village éphémère (ci-dessus) à la friche verdoyante du Champ des possibles (photos de droite), des citoyens envahissent des lieux délaissés et les transforment en espaces de vie collectifs.



ROXANNE DESILETS-BERGERON



AMIS DU CHAMP DES POSSIBLES

« On se rend compte de plus en plus que, collectivement, on n'a plus le temps d'attendre. Que si on ne fait rien maintenant, certains lieux seront encore en friche dans 50 ans. » Martin Paré, vice-président de l'Association des designers urbains du Québec



TEXTES DE FLORENCE SARA G. FERRARIS

Une jurisprudence créative

L'urbanisme tactique, ou changer le monde un coin de rue à la fois

Changer le monde, un coin de rue à la fois, c'est le pari que se donnent chaque jour les adeptes de l'urbanisme tactique. Que ce soit en disséminant des bancs de bois dans la ville ou en dessinant une traverse piétonne éphémère à une intersection dangereuse, ce concept consiste à s'approprier l'espace public pour en révéler les possibles.

Sans attendre l'aval des structures établies, presque toujours sans se soucier de l'appartenance des lieux assaillis, ces praticiens de la cité concrétisent des rêves urbains que bien souvent le lourd du système rendrait impossibles.

« On se rend compte de plus en plus que, collectivement, on n'a plus le temps d'attendre, avance le vice-président de l'Association des designers urbains du Québec (ADUQ), Martin Paré. Que si on ne fait rien maintenant, certains lieux seront encore en friche dans 50 ans. »

Consultations populaires
En mettant en lumière les potentiels, ces interventions égayent le quotidien et agissent aussi à titre de consultations populaires. Le mobilier

urbain du Collectif Le Banc était à peine installé que, déjà, les passants se l'approprièrent. « Les gens aiment pouvoir marcher d'un bout à l'autre de la rue, s'asseoir ici, jaser là, affirme Jean-Philippe Simard, du collectif de Québec. C'est une manière de ramener la ville à l'échelle humaine. »

L'acupuncture urbaine
Très certainement dans l'air du temps, les exemples d'acupuncture urbaine pullulent aux quatre coins de la planète. Ainsi, les administrations de grandes villes du monde comme New York et Séoul ont, elles aussi, décidé de mettre la main à la pâte et de s'adonner à l'urbanisme tactique.

Une autoroute transformée en parc national en Corée, des pistes cyclables qui reprennent leurs aises dans les rues de Manhattan... Les projets à l'étranger sont de plus en plus nombreux, mais demeurent encore assez marginaux au Québec. « On n'est pas encore beaucoup, concède Jean-Philippe Simard, mais l'idée, c'est de créer des précédents. Une sorte de jurisprudence créative. »

Le Devoir



Le Collectif Le Banc construit à l'aide de bois recyclé du mobilier urbain qu'il éparpille ensuite dans la ville de Québec.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À l'angle des rues Drolet et Beaubien à Montréal, le Jardinot des mal-aimés offre sa récolte aux résidents de Villeray depuis juin 2013.

Des trottoirs garde-manger

L'agriculture urbaine prend d'assaut le Québec

Que ce soit par les hémérocalles qui cèdent la place aux plants d'aubergine ou par les fines herbes qui lézardent les surfaces bétonnées, l'agriculture urbaine prend d'assaut le Québec. Alors que l'an dernier les devantures gazonnées qui disparaissaient au profit de végétaux comestibles faisaient la manchette, il est de plus en plus courant de reconnaître le profil d'une tomate en bordure d'une rue passante.

Les Incroyables comestibles, mieux connus sous leur appellation anglaise, Incredible Edibles, sont nés d'un désir d'autonomie de la part des citoyens d'un petit village d'Angleterre. « La crise économique faisait rage en Europe et les gens cherchaient une façon de se réinventer », explique Nancy Vallée, Jardinière par intérêt, un peu par passion, beaucoup pour faire des gestes politiques au quotidien, elle a implanté le mouvement sur le Plateau Mont-Royal à Montréal.

À la même époque, Richard Archambault, un autre pouce vert déjà impliqué dans l'aménagement de la ruelle derrière chez lui, entreprend une démarche similaire dans Rosemont. Un an plus tard, il est difficile de tenir une liste exhaustive des jardiniers qui délaissent leurs plates-bandes pour investir l'espace public.

Le Devoir

Si les Incroyables comestibles sont sans doute les plus connus en raison de leur propagation à s'étaler, de nombreuses interventions agricoles poussent sans revendiquer la fameuse étiquette. Le Jardinot des mal-aimés, cette parcelle nourricière dans Villeray, est du lot.

Les premières pousses
C'est devant un manque à gagner flagrant — une saillie de trottoir vierge — que Jean Pascal, un résident du quartier, a décidé en juin 2013 de planter ses premières pousses. Depuis, tout un chacun est invité à mettre la main à la terre. « On ne prétend pas nourrir le monde. L'idée, c'était surtout de montrer aux gens que c'était possible, lâche-t-il avec un sourire. Après, c'est à tout le monde! »

Apanage des grands centres, l'agriculture urbaine? Que nenni. De Sherbrooke à Trois-Rivières en passant par Saint-Élie-de-Caxton et Drummondville, on retrouve de plus en plus de rhabarbes et de cerises de terre hors des sentiers battus dans de plus petites municipalités. Comme quoi il suffit d'une graine pour que le « rhizome » se répande.

La cogestion pour mieux rêver

Le Champ des possibles est une immense friche à l'état sauvage au sud des rails du Canadien Pacifique

Si de nombreuses initiatives s'inscrivent en marge des structures établies, un travail de concert permet parfois d'amener plus loin certains rêves citoyens. Les différents projets lancés par le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) en sont de bons exemples. Et cette collaboration est encore plus judicieuse lorsqu'on parle de rachat de terrain, d'expropriation et de zonage urbain.

« Les interventions comme celles de 100 en 1 jour [100 interventions en une journée pour rendre la ville meilleure] créent un contre-pouvoir, concède Isabelle Gaudette, du CEUM. Mais c'est une étape. C'est primordial qu'elles interpellent aussi le formal [pour que des changements à long terme s'opèrent]. »

Le travail effectué autour du Champ des possibles, cette immense friche laissée à l'état sauvage au sud des rails du Canadien Pacifique entre les rues Henri-Julien et De Gaspé, illustre de manière quasi emblématique le succès de la cogestion. Longtemps destinée à devenir une cour de voirie, elle a fait l'objet de pressions populaires pour conserver son caractère unique.

Au milieu des années 2000, le Comité des citoyens du Mile-

End se rencontre pour établir quels rêves unissent les résidents du quartier. Espaces verts plus accessibles, logements sociaux, mobilier urbain, tout est mis sur la table, avec l'idée de bâtir un lieu de vie plus agréable. Le Champ des possibles se trouve alors au cœur de leurs revendications.

La valeur du lieu
Après des mois de travail, le Comité dépose finalement un cahier des charges au conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. « Ils occupaient déjà le Champ depuis des années, lance Caroline Magar, coordonnatrice du développement pour les Amis du Champ des possibles. En usant de leurs expertises, ils ont documenté la valeur du lieu. »

Ce travail de moine aura donné la crédibilité nécessaire au Comité pour que la Ville décide d'acquiescer le site afin de le protéger et d'en changer le zonage.

En 2010, le Champ des possibles devient officiellement un parc, et c'est sous l'œil attentif de l'arrondissement et des citoyens que ce bout de nature en pleine zone urbaine continue à vivre.

Le Devoir



AMIS DU CHAMP DES POSSIBLES

Même avant son changement de zonage, le Champ des possibles accueillait déjà de nombreux événements, comme des miniconcerts et des débats citoyens.



ROXANNE DESILETS-BERGERON

Le 7 juin dernier, dans le cadre de l'événement 100 en 1 jour, un labyrinthe éphémère a été déployé sur une parcelle du terrain du siège social international du Cirque du Soleil.

Rebâtir des ponts

L'événement 100 en 1 jour propose des interventions citoyennes

Au milieu du boulevard Saint-Laurent, une horde de danseurs silencieux avance au rythme d'une mélodie muette. Chacun de leur côté, rendus sourds par leurs écouteurs respectifs, ils débambulent en harmonie sous le regard curieux des passants.

Au bout d'un moment, une vieille dame s'approche d'un des membres de la troupe improvisée, s'interrogeant sur la démarche. Pour seule réponse, un casque d'écoute est déposé sur sa tête. D'abord incrédule, le visage de l'aînée se fend peu à peu d'un large sourire. Elle comprend.

Améliorer la ville
Depuis deux ans, à raison d'une fois par année, les rues de Montréal sont envahies par les interventions citoyennes de 100 en 1 jour. Née de la rencontre d'étudiants de Bogotà et de Copenhague, cette journée consacrée à la citoyenneté active se veut un moment où 100 rêves ou plus se concrétisent pour améliorer la ville. Avec le temps, ce qui était presque un jeu est devenu un véritable prétexte de participation et d'engagement.

Qu'ils se déploient sous la

forme d'une traverse piétonne éphémère, de parcs occupés par de délicats oiseaux de papier ou de cabines téléphoniques poétiques, les rêves sont infinis. « Il faut donner assez de place à l'individu et à son individualité tout en s'assurant qu'il fait partie d'un tout », explique Juan Carlos Londono, l'un des instigateurs de la version montréalaise.

Plus encore, les interventions doivent devenir des espaces de dialogue entre ceux qui leur donnent vie et avec ceux qui les voient s'insérer soudainement dans leur quotidien.

En voyant plus grand que nature, les artisans de 100 en 1 jour font tomber leurs propres limites et s'engagent dans une idée beaucoup plus large. « C'est l'exercice de sa citoyenneté au jour le jour », précise le jeune homme d'origine colombienne.

Car, si on met beaucoup l'accent sur les actions elles-mêmes, le pari est qu'il y ait un déclin, que le participant s'active en tant que citoyen. « Il faut que le feu prenne et que les rêveurs deviennent les porteurs d'étincelles. »

Le Devoir

Des élus dans la marge

Une coopération entre l'administration et la société civile à Saint-Camille et à Saint-Basile-le-Grand

En 2015, les résultats d'une première expérience de budget participatif se concrétiseront à Saint-Basile-le-Grand, cette petite ville de moins de 20000 habitants sur la rive sud près de Montréal. Lancée par l'appareil politique avec le soutien du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), la question est toute simple: si vous aviez 20000\$, que feriez-vous pour la collectivité? Invités à proposer des idées tout au long de l'été, les citoyens de 16 ans ou plus pourront ensuite voter pour les projets qu'ils rêvent de voir prendre vie.

Pour le directeur général de la Ville, Jean-Marie Beaupré, « l'objectif premier est de s'attacher à la culture et aux valeurs des gens. Plutôt que de se contenter de venir faire une croix tous les quatre ans, on leur demande de voir plus loin et, surtout, on s'engage à réaliser leurs propositions. »

L'occasion, donc, de rebâtir les ponts entre les élus et la société civile, mais aussi de réaliser l'ampleur du processus nécessaire pour que l'enveloppe budgétaire se transforme en projets concrets. En impliquant les citoyens dans la structure formelle », Isabelle Gaudette, du CEUM, souhaite qu'ils « deviennent les véritables acteurs du changement. »

Le village communautaire
Démographiquement en danger, le village de Saint-Camille, dans les Cantons-de-l'Est, a décidé au début des années 2000 de se prendre en main afin d'éviter la disparition.

Le pari: freiner l'exode vers les grands centres et rendre la petite bourgeoisie assez attractive pour renverser la vapeur. Pour y arriver, l'ensemble de la population — élus et résidents confondus — pousse à la roue pour créer deux projets domiciliaires uniques en leur genre. Chapeautées par des comi-

tés mixtes, ces coops d'habitation autogérées voient le jour. En 2008, l'objectif d'augmenter sa population de 10%, fixé par la municipalité au début du siècle, est dépassé.

Près de 15 ans après la funeste prédiction, le petit village d'environ 525 habitants compte plus de 25 comités et associations bénévoles légalement constitués. À Saint-Camille, rares sont ceux qui ne s'impliquent pas un peu.

« C'est cliché, mais la clé est dans la collaboration, soutient Olivier Brière, coordonnateur de la Corporation de développement socioéconomique. Est-ce parce que nous sommes un petit village et que les relations avec les élus sont comme du bon voisinage? Sans doute. Mais tous les villages du Québec ont cette force de changement. »

Le Devoir

« Plutôt que de se contenter de venir faire une croix tous les quatre ans, on demande aux gens de voir plus loin et, surtout, on s'engage à réaliser leurs propositions »

Jean-Marie Beaupré, directeur général de la Ville de Saint-Basile-le-Grand

ACTUALITÉS

Des syndiqués municipaux s'invitent aux Jeux du Québec

Ils y ont fait la promotion de la « libre négo » pour s'opposer au projet de loi sur les régimes de retraite

LAURA PELLETIER

Une centaine d'employés municipaux membres de la Coalition syndicale pour la libre négociation se sont présentés vendredi soir devant le colisée Jean-Béliveau à Longueuil, où se déroulent les Jeux du Québec. Ils ont offert aux jeunes athlètes et à leur famille des frisbees et des bouteilles d'eau avec la mention « Libre négo » pour signifier leur opposition au projet de loi 3 sur les régimes de retraite.

« Les gens pensaient qu'on ferait un coup d'éclat, mais ça s'est déroulé de façon civilisée. Les jeunes venaient de leur propre gré prendre des bouteilles », a indiqué au Devoir Marc Rangé, porte-parole de la Coalition.

Le regroupement syndical prévoyait au départ viser davantage les jeunes afin de les « sensibiliser » à la question des régimes de retraite. Les organisateurs des Jeux ont néanmoins contacté des représentants de la Coalition, durant la journée de vendredi, afin de les convaincre de changer de tactique. Après discussion, le regroupement syndical a accepté de s'adresser plutôt aux parents.

Le président des Jeux, Martin Fortier, a vivement critiqué l'idée de base de la Coalition. « On parle d'enfants de 13 à 17 ans. Aller leur parler de régimes de retraite, ça n'a aucun sens. Pire que ça, ils voulaient entrer en contact avec les enfants. Nous étions tout à fait contre cette idée », a-t-il indiqué en entrevue avec La Presse canadienne.

« Nous voulions leur remettre des articles



SOURCE UMQ

La présidente de l'UMQ, Suzanne Roy, croit que les maires doivent agir maintenant dans le dossier du projet de loi 3.

promotionnels pour les sensibiliser de façon légère, faire un clin d'œil intergénérationnel », réplique Marc Rangé.

Un message pour la mairesse

La Coalition voulait également « passer un message » à la mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire. Plus tôt vendredi, cette dernière a qualifié de « malhabile » et de « maladroite » la démarche. « M. Ranger aurait pu me parler ailleurs, autrement, différemment. »

Elle voit mal comment l'intervention durant les Jeux du Québec pourrait servir la cause des syndiqués. « Ils se servent de cette tribune parce

que c'est un événement qui réunira beaucoup de monde, qui est très attendu. Je ne pense pas que ce soit la bonne place, mais ils ont fait ce choix. Ils vivront avec. Je crois sincèrement que cela va se retourner contre eux », a estimé la mairesse. En soirée, elle a fait un bref passage au rassemblement de syndiqués.

L'UMQ garde le cap

Dans son mémoire soumis en 2013 en lien avec le rapport d'Amours — document d'un comité d'experts présentant des recommandations quant à l'avenir des régimes de retraite —, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) signifiait sa crainte que « le climat de relations de travail [...] se détériore » si toutes les recommandations du rapport étaient adoptées. Avant même que le projet de loi soit étudié en commission parlementaire, l'UMQ voit sa crainte se concrétiser.

« C'est toujours vrai que [ce genre d'annonce] touche le climat de travail. Mais en même temps, comme élus, on a deux choix : se fermer les yeux et laisser le prochain régler le problème, ou bien agir. Étant donné l'ampleur du problème — 4 milliards de déficit — c'est notre devoir de résoudre ça », a indiqué au Devoir Suzanne Roy, présidente de l'UMQ et mairesse de Sainte-Julie. « On n'est ni pour, ni contre la lutte des syndicats [impliqués dans le conflit] ; on est pour [les intérêts] des citoyens », a-t-elle ajouté.

Certains maires ont manifesté leur appui aux syndicats dans leur lutte contre le projet de loi 3. La plupart d'entre eux craignent que le projet

de loi oublie les plus petites villes. Ils disent ne pas vouloir « payer » pour les « problèmes » des plus grandes.

« Montréal doit régler ses problèmes, Québec aussi, mais on n'a pas à payer pour ça », a déclaré jeudi le maire de Terrebonne, Jean-Marc Robitaille, rapporte La Presse. Sa ville a un déficit des régimes de retraite de 2 millions « seulement », a-t-il ajouté, alors que celui de Québec atteint les 620 millions et celui de Montréal, 1,6 milliard. Le maire Denis Coderre soutient toutefois qu'il n'y a pas de dissensions entre les maires.

« Durant la commission parlementaire, plusieurs municipalités vont présenter leurs spécificités », répond Suzanne Roy aux maires inquiets. Ils n'ont pas les mêmes fonds de pension, ce n'est pas la même chose. Ce sont 216 fonds de pension qui sont touchés par le projet de loi 3. »

M^{me} Roy attribue cette vague d'inquiétude à la « pression de tout bord tout côté » que les maires subissent depuis quelques semaines. « Des gens des syndicats qui font des tournées, qui se promènent... C'est sûr que ça suscite des questions », a-t-elle affirmé au Devoir. Elle estime qu'il est sain qu'il y ait des discussions « pour connaître la réalité des uns et des autres ».

Le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, ne fera aucun commentaire avant son retour de vacances le 13 août, a indiqué au Devoir Mylène Alotto, qui travaille à son cabinet.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Des tentatives de piratage fréquentes

Ottawa — Le grand patron de l'agence de cryptologie du Canada affirme que des pirates malicieusement tentent constamment de s'introduire dans le réseau informatique fédéral dans l'espoir d'y trouver de l'information utile. Le chef du Centre de la sécurité des télécommunications (CSTC), John Forster, affirme que la cyberattaque contre le Conseil national de recherches (CNRC) perpétré par un pirate

parrainé par l'État chinois démontre que le Canada n'est pas à l'abri de telles incursions. La Chine a catégoriquement nié son implication dans la cyberattaque. Dans une lettre transmise au *Globe and Mail*, M. Forster explique que lorsque le CSTC détecte des courriels contenant des logiciels malveillants ou d'autres menaces, il les bloque, les récupère et les analyse. Il assure que l'agence prend alors toutes les mesures nécessaires pour protéger les données personnelles des Canadiens.

La Presse canadienne

Un cyberintimidateur fait face à 181 chefs d'accusation

Ottawa — Un homme d'Ottawa fait face à 181 chefs d'accusation relativement à de la cyberintimidation et du harcèlement visant 38 personnes à travers le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, dont 18 personnes d'Ottawa. Robert Campbell, âgé de 42 ans, devra répondre à 27 accusations de harcèlement criminel, 85 accu-

sations de diffamation et 69 accusations de fraude d'identité. Les accusations ont été portées après une enquête de huit mois, baptisée « projet Winter », et menée grâce à la coopération de plusieurs services de police, notamment la Gendarmerie royale du Canada, la Police provinciale de l'Ontario et la Police métropolitaine de Londres. Leurs techniques d'enquête ont permis d'identifier le suspect, qui faisait appel à des logiciels de préservation de l'anonymat sur Internet.

La Presse canadienne

Des centaines de manifestants pour la Palestine

Des centaines de personnes de tous âges ont participé à une manifestation nocturne « pour la libération des peuples et de la Palestine », organisée par le groupe Palestiniens et Juifs unis, vendredi soir à Montréal. Le groupe de manifestants s'est réuni à 18 h à la place Émilie-Gamelin, au centre-ville, muni de drapeaux de la Palestine et

de lampes de poche. Ils ont marché vers l'ouest, puis sont revenus à leur point de départ, pour ensuite repartir à 20 h pour une deuxième marche. Vers 19 h 40, en attente du second départ, les manifestants se sont assis dans la rue Sainte-Catherine, en face du magasin Archambault, pour écouter quelques discours. Le trajet de la manifestation n'avait pas été fourni aux policiers, mais ces derniers ont laissé les participants circuler, tout en les encadrant de leurs véhicules.

Le Devoir

SOCIÉTÉ DE SAUVETAGE
Tu l'apportes, porte-la donc.

« Je suis passé à ça de la mort »

ACTUALITÉS

VENTS DE MER ET D'HISTOIRE (5)

Vive la rose

Nous venons tous, plus ou moins, d'une lignée d'océan, de mer et d'eaux vives. Notre collaboratrice Monique Durand nous présente cet été une série d'articles où se mêlent petite et grande histoire dans les vents de l'Atlantique. Trajectoires de femmes et d'hommes qui nous ont précédés, illustres inconnus pour la plupart, creusant jusqu'à nous leur sillon dans la chair du temps.

MONIQUE DURAND

Il arrive que nous visions un pays pour une seule chanson aimée, vénérée, qui, nous semble-t-il, contient ce pays tout entier dans ses quelques notes et paroles. J'en connais qui se rendirent en Irlande juste pour *Oh Danny Boy*. A Paimpol, juste pour *La Paimpolaise*. A Natashquan, juste pour *Jack Monoloy*. C'est ainsi que l'auteur de ces lignes s'est rendue à l'Anse-à-Canards, sur l'île de Terre-Neuve, pour *Vive la rose* et Emile Benoit qui en fut le plus inoubliable interprète. À quelle contrée appartenait-il pour nous bouleverser ainsi avec le refrain d'une amante éconduite *O gué vive la rose/Vive la rose et le lilas*? D'où venait donc cet homme à la voix chavirante qui faisait se retourner les pierres?

Vive la rose? C'est feu la grande animatrice Myra Cree, quand existait encore une chaîne culturelle à la radio de Radio-Canada, qui nous fit connaître l'interprétation par Emile Benoit de cette chanson du XVIII^e siècle, l'une des plus poignantes de tout le répertoire hérité de la vieille France. *Vive la rose*, interprétée par ce Franco-Terre-Neuvien, c'est une complainte belle jusqu'à l'insoutenable pour certains cœurs trop fragiles, c'est toute la mélancolie du monde chantée avec la voix chevrotante d'un homme sur le déclin de sa

vie, et les mots français escamotés de celui qui était allé seulement trois ans à l'école, et à l'école anglaise. Car, à Terre-Neuve, le français était alors une langue proscrite en dehors de la maison.

Emile Benoit est né à l'Anse-à-Canards en 1913, sur la péninsule de Port-au-Port, côté ouest de Terre-Neuve, l'un des derniers bastions francophones à Terre-Neuve. Il y a, dans cette province, environ 2000 personnes qui se disent encore francophones. L'Anse-à-Canards fait partie des quelques villages semés sur la French Ancestors Route, comme il est écrit aujourd'hui sur les affiches touristiques. La mère d'Emile, Adeline Duffe-

« Les Anglais l'adoraient. Mais pour nous, les Français de Terre-Neuve, il était simplement Émile. »

nais, était une Acadienne dont les aïeux avaient été chassés de leur Chéticamp natal lors de la déportation de 1755. Son père, Amédée Benoit, était un descendant de Français venus pêcher la morue sur les bancs de Terre-Neuve, des Français qui, souvent, provenaient de Bretagne. « *Le vieux Boizec parlait encore breton et, tous les 14 juillet, il chantait Allons enfants de la patrie* », raconte Emile à propos d'un voisin de son enfance, dans les quelques

fragments de sa vie qu'il a confiés, en 1980, aux archives de l'Université Memorial de Terre-Neuve.

L'homme vécut de la mer, à 12 ans déjà, apprenti pêcheur, en cette Terre-Neuve qui n'était et n'est toujours que vagues, embruns et eau salée. Pour arrondir ses paies faméliques et faire vivre les 13 enfants qu'il a eus, Émile jouait du violon lors de mariages, de danses et de rencontres sociales, dans un pays de nombreux violoneux où ça tapait du pied et voletait sur le plancher jusqu'au petit matin, en buvant la *homebroue* artisanale. Mais lui, Emile Benoit, avait un véritable don.

Il dut attendre la fin de sa vie de pêcheur et le début de la soixantaine pour que ce don s'épanouisse pleinement. Son exceptionnel talent doublé d'une personnalité haute en couleur et prompte aux réjouissances le porta bientôt jusqu'en France, en Angleterre, en Norvège, à La Nouvelle-Orléans. On lui reconnaît la paternité d'au moins 200 compositions musicales ou chansons, en français et en anglais. Et l'on peut dire que *Vive la rose* est à Emile Benoit de Terre-Neuve ce que *Mon pays* est à Gilles

Vigneault du Québec. En cette frisque soirée de juin, je découvre le EMILE'S Pub à Stephenville, agglomération urbaine située à une trentaine de kilomètres de l'Anse-à-Canards. Emile Benoit, ami de l'ancien gérant de l'établissement, était un habitué de l'endroit. Le EMILE'S Pub accueille ce soir-là, comme il le fait régulièrement, les musiciens de la région qui souhaitent se produire, comme ça, tout simplement, avec leur violon, guitare ou harmonica. Joe et Andy se lancent les premiers, après avoir inscrit leur nom sur un petit tableau. Ils entament une chanson au rythme enlevé, *Dirty Old Town*. Les spectateurs sifflotent et frappent dans leurs mains, tandis que les serveuses virevoltent sur le plancher, apportant aux clients attablés les Emile's Famous Wings.

Sur les murs du pub, des photos d'Emile Benoit, et une citation de ce dernier, accompagnée de sa traduction: « *Ça vient du cœur. It comes from the heart.* » Exposés dans un coin, deux violons qui ont pu lui appartenir. Sur le menu, des bribes de son histoire, en



SOURCE MONIQUE DURAND

Possédant un talent exceptionnel, Émile Benoit a créé pas moins de 200 pièces musicales ou chansons.

anglais seulement. « *He was born in L'Anse-a-Canards [sic]* ». Et quelques paragraphes plus loin: « *Emile died on September 2, 1992 at the age of 79. The Francophones of Newfoundland lost one of their most prestigious ambassadors.* »

Nul n'est prophète en son village

J'ai bien cherché chez lui, à l'Anse-à-Canards ou autour, des traces d'hommages en français à cet Emile, prestigieux ambassadeur des Franco-Terre-Neuviens. N'ai rien trouvé ou presque. Nul n'est prophète en son village, c'est bien connu, même si la Société nationale des Acadiens lui remit la médaille Léger-Comeau en 1988 et, la même année, l'Université Memorial le gratifia d'un doctorat *honoris causa* « pour sa contribution à la culture francophone ». « *Les Anglais l'adoraient. Mais pour nous, les Français de Terre-Neuve, il était simplement Émile* », dit Robert Cormier, président de l'Association des francophones de Cap-Saint-Georges, autre village sur la French Ancestors Route.

Au Centre communautaire de l'Anse-à-Canards, quelques photos défraîchies du violoneux vedette, sans plus. Et un neveu d'Emile, Robert Félix, musicien lui aussi, qui perpétue sa mémoire en interprétant de temps à autre *Vive la rose*, mais sans l'intensité fiévreuse de son oncle. Il en a même changé quelques paroles pour qu'elles sonnent mieux à ses oreilles. « *Vive la rose et le lilas* » est ainsi devenu « *Vive la rose du village* ». Robert Félix occupe le poste

d'agent culturel de l'association depuis 25 ans. Sa mission? « *Promouvoir et préserver la langue et la culture française dans notre village.* » « *Continuer à le faire, ajoute-t-il, même si tout le monde parle anglais.* » Lui-même, d'ailleurs, fait ses interventions publiques en anglais, « avec quelques mots en français ».

Dans la campagne environnante, soudain, une petite maison déserte, avec une vaste galerie qui s'avance sur les hautes herbes et sur la mer. C'est là que vécut Emile Benoit. On imagine les veillées de musique endiablée sur cette galerie livrée à l'infini de son inspiration et du ciel étoilé. Voisine de la maison d'Emile, celle de son fils, Tony, qui y vient de temps à autre, car il travaille à Calgary dans la construction. Tony, un grand gaillard jovial, ne parle pas ou

ne parle plus français. Est-ce que son père en serait chagriné? « *Pas du tout, répond-il. C'est comme ça, c'est la vie ici.* »

Au petit cimetière de l'Anse-à-Canards, en bordure de la mer, un monument de ciment en forme de violon. Il y est inscrit: « *Benoit In memory of Emile Born Mar 1913 Died Sept 1992* ». Immobile au milieu de ce sanctuaire aux morts et aux goélands, j'entends *Vive la rose*, dont l'air ne m'a plus quittée depuis mon arrivée en cette contrée. Me reviennent les paroles du neveu d'Emile Benoit: « *Les vieilles chansons françaises sont toujours tristes, elles finissent souvent mal.* » *Vive la rose* tourne en boucle dans ma tête et dans le vent atlantique.

Collaboratrice
Le Devoir

MONIQUE DURAND

Émile Benoit est enterré au petit cimetière de l'Anse-à-Canards, en

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-1980

Heures d'ouverture :

du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30ABAT-JOUR ILLIMITÉS
L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais !

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valide du 2 août au 29 novembre 2014)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.
- Demandez votre carte de membre.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280

www.abatjourillimites.ca





VOIX PUBLIQUES
L'ÉCOLE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

ECOILE.INM.GC.CA

L'ÉCOLE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

13-16 AOÛT 2014
À L'UNIVERSITÉ MCGILL

VOIX PUBLIQUES

MURIEL BOWSER
DENIS CODERRE
VÉRONIQUE HIVON
MYLÈNE PAQUETTE
MÉLANIE JOLY
VINCENT MARISSAL
MANON MASSÉ
CAROLE BEAULIEU
HUGO LATULIPPE

ET PLUSIEURS AUTRES!

VENEZ LES RENCONTRER À L'ÉCOLE D'ÉTÉ!

@INM_voix
#ee2014

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE **in**

L'École d'été est soutenue financièrement par le Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la stratégie d'action jeunesse 2009-2014.



ACTUALITÉS

MÉMOIRE

SUIITE DE LA PAGE 1

La dernière guerre de Charles Péguy (Calmann-Lévy). Le gouvernement avait prévu 14% de défection, il n'y en aura pas 1%! Les soldats portent avec eux un certain nombre de valeurs dont on a pratiquement oublié la signification: le sens du devoir, de l'honneur, l'acceptation du sacrifice, le courage face à la mort et le sens de la patrie. La correspondance de l'époque en parle constamment. Et cela ne fera pas pendant quatre ans.»

La « barbarie universelle »

«Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle», écrit l'écrivain et patriote Charles Péguy qui tombera quelques jours plus tard près de Meaux face aux mitrailleuses allemandes. Il est convaincu comme tant d'autres que ce qui se joue, «c'est la liberté du monde». Dans un de ses éclairs de génie, Péguy semble même avoir entrevu l'âge du «mal universel humain» et de la «barbarie universelle» qu'annonce cette Première Guerre mondiale.

Allemands, Anglais et Autrichiens ont compris, eux, que la guerre a changé de nature, qu'elle est devenue une «guerre totale», pour reprendre le titre du livre d'Erich Ludendorff (*Der totale Krieg*), général en chef des armées allemandes. Pour l'historienne française Annette Becker, «la dichotomie habituelle entre le front et l'arrière ne joue plus». Soldats et civils sont maintenant dans le même bain. Pour gagner, il faut terrasser non seulement l'armée ennemie, mais aussi l'économie du pays et les civils comme en témoignent les milliers d'innocents belges exécutés par les Allemands dès les premières semaines.

Pour Michel Laval, on assiste à une mutation anthropologique. «C'est la guerre de masse, anonyme, indifférenciée, à caractère industriel et chimique où

l'on ne voit même plus son ennemi. Cette guerre va changer le rapport des hommes à la mort et au respect de l'homme.» Le philosophe tchèque Jan Patočka y vit la preuve que «le monde était mûr pour sa fin».

L'historien Stéphane Audoin-Rouzeau a illustré avec sa propre famille (*Quelle histoire, un récit de filiation*, Gallimard/Seuil) comment les traumatismes de la Grande Guerre ont traversé les générations. «Pour moi, le XX^e siècle dans sa dimension tragique commence en 1914, dit-il. S'impose à ce moment, à une très grande échelle, un nouveau modèle de guerre extraordinairement meurtrier. Pour un historien français, c'est encore plus déterminant. En France, la Grande Guerre est à la fois la première et la dernière grande catastrophe du XX^e siècle avec une mortalité incroyable. Les deux tiers de la société française sont en deuil.»

Le deuil n'est pas terminé

Il n'y a pas de pays où les traces de la Grande Guerre sont plus prégnantes qu'en France. Pas un village, pas une commune où ne s'élève un monument en l'honneur des victimes. Et pour cause, jamais la France n'avait vécu et ne revivra un tel massacre. Or, les historiens s'entendent généralement pour dire que la France ne voulait pas cette guerre. Le 10 mai, elle venait d'élire le gouvernement de gauche de Raymond Poincaré opposé à l'extension du service militaire à trois ans.

Mais, si le souvenir français est si vivace, c'est aussi que jamais la France ne revivra un tel état de grâce, explique Michel Laval. Ce qu'on a appelé l'«union sacrée» était alors total. Le fondateur du *Devoir*, Henri Bourassa, aura de belles phrases à ce sujet. Même la gauche pacifiste se rallie. Comme si Jaurès, Péguy, Barrès et Maurras parlaient soudain d'une même voix. «La France est alors perçue comme la terre du droit et de la liberté», dit Laval. Les volontaires étran-



Détail d'un vitrail de l'église Saint-Rémi, à Mangiennes en France, réalisé par Joseph Benoit, maître-verrier de Nancy en 1926. La scène fait vivre une attaque de 1916. C'est un aumônier militaire (l'abbé Charles Umbricht) qui, d'un signe de main, lance la charge et de l'autre élève son crucifix au-dessus des soldats et du champ de bataille avec en arrière-plan un village lorrain détruit.

gers vont d'ailleurs se bousculer dans les bureaux de recrutement. Parmi eux, l'écrivain suisse Blaise Cendrars. On ne voit pas ça en Allemagne. Il faut voir les Arméniens qui se mobilisent. Il y a des affiches en yiddish à Paris qui disent que le temps est venu pour les Juifs de payer leur tribut à la nation qui les a émancipés. Dans les Antilles, les députés noirs appellent les hommes à se mobiliser pour défendre la patrie qui les a libérés de l'esclavage. La France entraîne avec elle les populations étrangères qui sont sur son territoire.»

Peu porté sur la nostalgie, Stéphane Audoin-Rouzeau estime pourtant qu'il n'est pas étonnant que la France d'aujourd'hui, en pleine crise identitaire, ait la nostalgie de cette époque. «La France de 1914 est l'antithèse de celle d'aujourd'hui. C'est une France homogène, capable de s'unir, dynamique dans son économie et une grande puissance.» Tout ce que la France découvre sur le tard qu'elle n'est peut-être plus.

L'historien est d'ailleurs convaincu que le deuil de 1914-1918 n'est pas terminé. Le foisonnement des films (*La vie et rien d'autre* de Bertrand Tavernier), des bandes dessinées (Tardi) et des livres sur la Grande Guerre (*Les champs d'honneur* de Jean Rouaud, *La chambre des officiers* de Marc Dugain) en est le témoignage, dit-il. «Les grands traumatismes collectifs sont souvent portés par la troisième génération. La première subit. La seconde se tait. C'est la troisième qui parle.»

Le Devoir

Lundi : L'Allemagne redécouvre la Première Guerre mondiale

TRÈVE

SUIITE DE LA PAGE 1

Palestiniens étaient tués par des obus de chars israéliens.

Trois Palestiniens ont d'autre part trouvé la mort à la suite de tirs de chars à Khan Younès, situé à proximité de Rafah, tandis que quatre autres étaient tués dans la ville de Gaza, a ajouté le porte-parole.

La crise s'est aggravée au moment même où un cessez-le-feu de 72 heures entre Israël et le Hamas devait apporter un peu de soulagement au 1,8 million de Gazaouis prisonniers de l'enclave soumise à un déluge de feu. La trêve entrée en vigueur à 8 h locales et censée permettre aux habitants durement éprouvés de se réapprovisionner et d'enterrer leurs morts n'aura pas tenu deux heures.

Selon le nouveau bilan, 1656 Palestiniens, très majoritairement des civils, ont été tués en 26 jours de conflit. Selon l'ONU, les trois quarts des morts sont des civils, dont de nombreux enfants. Soixante-trois soldats et trois civils ont perdu la vie côté israélien.

Capture d'un soldat

Les chances d'une pause durable semblent plus éloignées que jamais, après la probable capture par l'ennemi d'un sous-lieutenant âgé de 23 ans, Hadar Goldin. Deux soldats israéliens ont été tués au cours de l'affrontement qui aurait conduit à la capture du sous-lieutenant Goldin, près de Rafah.

Israël et le Hamas se sont renvoyés la responsabilité du nouvel échec de cette trêve, la première que les deux camps avaient acceptée depuis le 8 juillet.

Selon l'armée israélienne, des soldats engagés dans la destruction d'un tunnel du Hamas près de Rafah ont été attaqués par des «terroristes» sortis de terre vers 9h30, alors que la trêve était en vigueur. Un kamikaze s'est fait sauter, a rapporté le porte-parole de l'armée, Peter Lerner.

La ministre israélienne de la Justice, Tzipi Livni, qui fait partie des huit membres du cabinet de sécurité, a accusé le Hamas d'être responsable de la disparition du sous-lieutenant. «Le Hamas paiera le prix fort et, si ce n'était pas encore suffisamment évident, le monde sait désormais qui est responsable des destructions et du sang qui coule dans la bande de Gaza», a-t-elle affirmé citée par le site d'informations israélien Walla.

Personne n'a revendiqué d'enlèvement. Dans la nuit de vendredi à samedi, la branche

militaire du Hamas a affirmé ne pas disposer d'information sur ce soldat porté disparu.

Le Hamas avait auparavant assuré n'avoir mené aucune opération après l'entrée en vigueur de la trêve. Pour le porte-parole de l'organisation islamiste à Gaza, Fawzi Barhum, «c'est l'occupant qui a violé le cessez-le-feu». Sa branche armée, les Brigades Ezzedine al-Qassam, a indiqué que les affrontements dans le secteur de Rafah ont eu lieu à 7 h locales, soit une heure avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu humanitaire.

Négociations

Le président américain Barack Obama a appelé à la libération «des que possible» et «sans condition» du soldat, estimant en outre qu'un cessez-le-feu serait «très difficile» à mettre en place si le Hamas ne parvenait pas à «tenir ses engagements dans le cadre d'un cessez-le-feu». Il a aussi demandé à ce que davantage d'efforts soient faits pour protéger les civils à Gaza, «pris au piège des combats».

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a également exigé la libération immédiate du soldat.

La capture d'un de ses soldats est une ligne rouge pour Israël. La capture en juin 2006 du soldat franco-israélien Gilad Shalit avait déclenché cinq mois d'opérations militaires dans la bande de Gaza. Le soldat avait été libéré en octobre 2011 en échange d'un millier de prisonniers palestiniens.

Au cours d'un entretien téléphonique avec le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, le premier ministre Benjamin Netanyahu cité par ses services a prévenu que le Hamas et les autres organisations combattant Israël auraient à supporter les conséquences de leurs actes.

Des négociations étaient pourtant censées s'engager vendredi au Caire pour que le cessez-le-feu puisse durer plus longtemps que les précédentes trêves unilatérales et toutes avortées. Malgré cet échec, l'Égypte a assuré que son invitation aux délégations israélienne et palestinienne tenait toujours.

Une délégation palestinienne composée de représentants du Hamas, de son allié le Jihad islamique et du Fatah devait se rendre au Caire ce samedi «quelles que soient les circonstances», a indiqué le président palestinien, Mahmoud Abbas, dans un communiqué.

L'opération militaire «Bordure protectrice» déclenchée le 8 juillet vise à faire cesser les tirs de roquettes du Hamas et du Jihad islamique.

Agence France-Presse

La guerre en boucle

L'année 1914 marque l'entrée dans un «âge de la guerre» qui va de la Guerre russo-japonaise (1904) à la guerre de Corée, estime l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau. «La Première Guerre mondiale produit les totalitarismes qui permettront la Seconde Guerre mondiale», dit-il.

Sans minimiser le caractère exceptionnel de la Shoah, il voit dans la Première Guerre toutes les traces de la Seconde: camps de concentration et de travail, pogroms, racisme antislave, déportations massives des civils et génocide des Arméniens. Le juriste polonais

Rafal Lemkin, qui inventa le mot «génocide» en 1943, était convaincu d'avoir trouvé ce «chaînon manquant» en étudiant la Grande Guerre. Selon Audoin-Rouzeau, la chute du mur de Berlin a tué le dernier avatar idéologique et politique de cette guerre: le communisme né en 1917. A partir de 1989, la carte de l'Europe se remet en mouvement rappelant étrangement les traumatismes de 14-18 dans les États baltes, en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. «Un cycle se termine et en se terminant, il ramène la tension vers les débuts. On a l'impression qu'une boucle est bouclée.»

INITIATIVES

SUIITE DE LA PAGE 1

Le Banc, ces «bancs d'église» déployés en septembre dernier au cœur du quartier Saint-Roch se voulaient une manière de redonner, voire de révéler, aux résidents du secteur «les possibles» des lieux. Depuis, les membres du collectif originaire de Québec s'amuse à occuper le territoire de la ville de façon ponctuelle et éphémère.

Un peu comme des «laboratoires urbains», de nombreuses initiatives du même genre voient le jour de plus en plus, prenant d'assaut les milieux de vie pour les ramener à l'échelle humaine. Urbanisme tactique, agriculture urbaine et projets d'économie alternative sont autant d'exemples de cette nouvelle façon d'aborder le vivre-ensemble.

Dans cette lignée, le Centre d'écologie urbaine de Montréal a lancé un appel aux citoyens ce printemps dans le but de «transformer la ville». Pour le chargé de projet Cédric Jamet, l'idée était surtout d'«offrir un espace d'échange aux véritables praticiens de la ville, soit ceux qui l'habitent et qui y sont attachés». Persuadé que ces rêves collectifs se seraient réalisés sans le soutien du Centre, il précise toutefois que travailler de concert avec ces amoureux de la cité lui permet de créer des réseaux, de mettre des gens qui ne se seraient peut-être jamais parlés en relation. Car si ces initiatives citoyennes ont un impact direct et quasi immédiat sur le milieu dans lequel elles s'inscrivent, c'est la force du nombre — et on en compte des centaines à la grandeur du Québec — qui leur donne un véritable pouvoir de changement. «Tout le monde a son idée de ce qui ne suffit pas à la ville, et le faire chacun chez soi est

déjà incroyable, insiste-t-il avec un sourire. Mais imaginez si nous décidions de réfléchir à ce dont nous avons besoin ensemble.»

Citoyenneté plurielle

De plus en plus bruyantes, ces démonstrations citoyennes piquent la curiosité du milieu universitaire qui, habitué d'étudier les va-et-vient du communautaire, a bien de la difficulté à en cerner les contours. C'est qu'on peut difficilement en dresser un portrait précis puisqu'il semble exister autant de manières de faire que d'individus qui s'impliquent. «On a longtemps voulu nommer les choses de manière idéologique, avance la professeure à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia Anna Kruzynski, qui étudie cette mouvance depuis quelques mois. Aujourd'hui, ce sont davantage les affinités qui unissent les gens. Si on habite le même lieu, qu'on partage des intérêts, des rêves, il y a une confiance qui s'établit. Quand on interroge les gens sur le sujet, ils disent souvent qu'ils se sont retrouvés.»

Sans être en complète rupture avec ce qui se faisait au lendemain de la Révolution tranquille ou lors de l'émergence du communautaire, cette «nouvelle vague» d'implication citoyenne possède sa propre signature qui la rend fondamentalement unique. Très portée sur le «faire soi-même» [le fameux DIY] et le «vivre maintenant», cette génération de tous âges rejette les conventions établies, que celles-ci soient politiques ou issues du milieu militant lui-même. «Ce sont des gens, des groupes, portés par l'action directe», soutient Anna Kruzynski. Ils fonctionnent sans intermédiaire, sans demander la permission. C'est du «bottom-up» à l'état pur [l'intégration des structures officielles se faisant souvent après le passage à l'action].

Ainsi, ce n'est qu'une fois les légumes bien en-

«Ça fait longtemps qu'il y a quelque chose qui se trame. Comme un rhizome endormi sous la terre.»

Anna Kruzynski, professeure à l'Université Concordia

racinés dans le Jardin des mal-aimés, cette saillie de trottoir réinvestie par les résidents de Rosemont, que l'arrondissement montréalais a manifesté son intérêt. Même son de cloche du côté des Incroyables Comestibles. Nés en Angleterre, ces pionniers en agriculture urbaine contemporaine ont vu leur idée se répandre comme une traînée de poudre, faisant des petits jusque de ce côté-ci de l'océan. Aujourd'hui, on en dénombre plus d'une dizaine «déclarés» au Québec. Encore une fois, c'est de manière spontanée que l'opération s'est amorcée dans des bacs à fleurs appartenant à la Ville à l'angle des rues Roy Est et Saint-Hubert en 2012. Deux ans plus tard, juste sur le Plateau, l'administration a prévu une trentaine de bacs pour cette «nourriture à partager».

«Les modes de participation changent avec les générations», ajoute la professeure au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal Mireille P. Tremblay. Ce n'est pas surprenant de voir qu'aujourd'hui l'implication ne se fait plus de manière «traditionnelle» via les lobbys, les partis politiques ou les organisations en place. Moins organisé et plus spontané, donc? Pas nécessairement, selon Anna Kruzynski. «Ça fait

longtemps qu'il y a quelque chose qui se trame. Comme un rhizome endormi sous la terre.»

Issues de la lignée des protestations en marge des sommets du millénaire, d'Occupy et, plus récemment, de la grève étudiante de 2012, ces initiatives s'inscrivent dans un mouvement de citoyenneté active. «L'idée est d'aller au-delà du geste électoral», explique Juan Carlos Londono, l'un des instigateurs de 100 en 1 jour à Montréal, un projet qui consiste à générer une centaine d'interventions dans la ville en une journée afin de la rendre meilleure. Afin «d'exercer sa citoyenneté au quotidien, d'activer cette prise de conscience que nous sommes capables de créer la ville que nous voulons». D'où l'intérêt de s'émanciper des structures, souvent trop lourdes pour vivre l'instant présent.

Car tout est là aussi, dans cette idée qu'il faut agir vite et maintenant, dans cette mouvance du «lighter, quicker, cheaper» empruntée à l'urbanisme tactique. «On se rend de plus en plus compte que, collectivement, on n'a plus les moyens [de faire gros] et qu'on n'a plus le temps d'attendre», lance Martin Paré, vice-président de l'Association des designers urbains du Québec, qui est à l'origine, entre autres, du Village éphémère qui s'enracine depuis peu sur la friche au pied du pont Jacques-Cartier.

Ancrés dans l'instantané, fondamentalement positifs et un brin trop lucides par moments face aux instances officielles, ces révélateurs des possibles s'approprient la «politique de l'agir» et foncent, quitte à bousculer un peu sur leur passage. «Ça va bien au-delà du devoir ou du vouloir», insiste Juan Carlos Londono. C'est l'idée que, chaque jour, je me dis que je peux changer les choses. Après, le pari, c'est de souffler sur nos étincelles et souhaiter que le feu s'étende.»

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com